

faits-dj.union@sonapresse.com

Financement : 100 millions d'euros vont être injectés dans la préservation des forêts



Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

LE sommet sur les forêts, qui a pris fin hier à Libreville, avec le segment des chefs d'État, n'a pas manqué d'attirer l'attention sur les stratégies à mettre en place pour capter les financements internationaux, dans le but de protéger la biodiversité et rentabiliser les efforts des pays moins pollués. Dans cette logique, pour agir de façon concrète, le président français a annoncé un financement de la France à hauteur de 50 millions d'euros, qui s'ajoutent aux efforts de deux ONG d'un montant de 50 millions d'euros également. Protectors de la planète de par leur gestion du Bassin du Congo-Ogooué, les pays africains sont donc prêts à mieux s'aligner sur les

mesures mondiales grâce à ces fonds. En clair, il est question pour les leaders mondiaux, au terme de ces travaux, d'aider les pays forestiers à s'exporter vers la bioéconomie, en mettant l'accent sur la transformation locale des ressources, la traçabilité des produits et la rémunération des populations. Mais pour ce faire, il faut être réaliste et adapter les modèles en fonction de l'environnement. "Il nous faut une feuille de route qui nous permette de savoir quelles sont nos priorités, afin de pouvoir définir les investissements. Il n'y a pas de grands engagements à prendre à Libreville, mais nous allons investir 50 millions d'euros dans la préservation des forêts", a précisé Emmanuel Macron. Si l'exploitation juste des forêts n'est pas la seule solution pour sauver la planète, elle constitue

à elle seule un élément important dans la résolution de la crise climatique. Pour faire taire les sceptiques et rassurer quant au fait que le One Forest Summit n'est pas une messe de trop, les participants se sont montrés clairs sur le chemin à emprunter. Pour Ali Bongo Ondimba, "ce sommet nous offre l'occasion de faire le point sur l'exploitation de nos forêts et de définir les modèles à adopter". Car selon lui, "il n'y a pas de meilleur investissement que celui des forêts." Il ne s'agit donc pas de réinventer la roue, mais de se montrer innovants et concrets dans les actes. L'idée est donc d'adopter un business économique qui prend en compte les réalités des communautés locales et permet d'investir sur la durée. Il sera question de bâtir des partenariats de conservation positive à long terme.

Nécessité de protéger les forêts tropicales !

J.KOMBILE MOUSAVOU
Libreville/ Gabon

AU regard des enjeux actuels, il ne fait l'ombre d'aucun doute qu'il devient urgent de protéger les forêts tropicales, notamment celles du Bassin du Congo. D'éminents scientifiques et autres responsables d'organisations non gouvernementales (ONG) l'ont martelé, hier, au palais de la présidence de la République, au cours du segment de haut niveau du One Forest Summit qui s'est achevé en début de soirée. Poumon de la planète regorgeant une biodiversité excep-

tionnelle, captant chaque année des millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO2), tout en régulant le climat et en protégeant les hommes contre les zoonoses, les forêts du Bassin du Congo sont, pour ainsi dire, essentielles au devenir de la planète et à la survie de l'humanité. Une prise de conscience s'impose donc à l'échelle planétaire. Car une déforestation incontrôlée de ce bassin forestier aurait des conséquences dommageables sur le continent, mais aussi en Europe et ailleurs. Bref, l'avenir de la planète dépend dans une certaine mesure des forêts tropicales du Bassin du Congo.



Dans cette optique, plusieurs pistes de solutions ont été émises par les différents intervenants. Entre autres : une meilleure collaboration entre les politiques et les scientifiques, une implication des populations locales, notamment des peuples autochtones dans la protection des forêts ; la création d'un fonds de gestion durable des forêts, la nécessité pour les pays du Nord de tenir les engagements qu'ils avaient pris à Copenhague et à Glasgow en promettant de financer, sur le continent, les actions et autres initiatives visant à lutter contre le dérèglement climatique.

De même, la directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Audrey Azoulay (photo), a relevé la nécessité de protéger les pratiques et connaissances des peuples autochtones en matière de préservation des forêts en les inscrivant au patrimoine immatériel de l'Unesco. D'insérer dans les programmes scolaires des curricula dédiés à la protection de l'environnement, de soutenir et propager la recherche scientifique, d'encourager et accompagner les États à protéger et à inscrire leurs forêts au patrimoine mondial de l'humanité, etc.